

A gauche, à droite... ou perdus ? Radioscopie de l'autopositionnement politique des Français



Un sondage exclusif Ifop pour Atlantico portant sur l'auto-positionnement des Français sur un axe gauche/droite montre que celui-ci a peu changé depuis 2017. Le clivage structurant est devenu l'opposition entre perdants "fermés" ou gagnants "ouverts" de la mondialisation, comme l'analyse Jérôme Fourquet dans son livre "L'Archipel français".

Avec Christophe
Boutin

Avec Jérôme Fourquet

Atlantico : Le sondage que vient de livrer l'Ifop pour Atlantico porte sur l'auto-positionnement des Français sur un axe gauche/droite. Curieusement, alors que tant de choses ont changé depuis 2017, les choses semblent stables en la matière. Cette impression de stabilité traduit-elle bien la réalité ?

Jérôme Fourquet : C'est tout le paradoxe de l'époque actuelle dans la mesure où les Français ont porté aux élections présidentielles et européennes en tête des formations qui refusaient de se positionner sur le clivage gauche-droite. Dans le même temps, quand on les interroge dans d'autres enquêtes que celle que nous avons réalisée pour Atlantico, une part très importante de nos concitoyens considère que le clivage gauche-droite n'est plus pertinent et ne veut plus dire grand-chose. Et en même temps, c'est le paradoxe, il y a une large proportion de français qui se positionnent sur cet axe de manière assez stable et constante par rapport à 2017. Tout cela nous incite à penser que le clivage gauche-droite. Bien évidemment, en termes de référence idéologique, il continue d'être pertinent pour pas mal de Français, mais il a été supplanté par un nouveau clivage qui structure la vie politique française au premier plan. Pour résumer, le clivage gauche-droite reste un point de repères et de définition d'une partie de nos concitoyens. Il continue d'opérer dans la définition du paysage politique, mais il a été rétrogradé en second plan par rapport au clivage majeur qui est désormais différent.

Il est toujours compliqué de définir en peu de mots le clivage majeur. Si l'on utilise les termes des forces politiques, cela donne progressistes contre nationalistes dans le camp macronien, et dans le camp frontiste, cela donne patriotes contre mondialistes. Certains en sciences politiques ont parlé du clivage entre ouverts et fermés. Pour d'autres, c'est la sociologie des publics qui se regroupent dans ce nouveau duopole qui est fondamentale : c'est la définition des gagnants contre les perdants, soit de la mondialisation soit de la nouvelle situation économique telle qu'elle existe dans le monde moderne. La synthèse qu'on peut essayer de faire et que j'ai faite dans mon livre *L'archipel français*, c'est l'opposition entre perdants fermés ou gagnants ouverts. C'est ce clivage-là qui est devenu structurant. Mais encore une fois, beaucoup de Français continuent de se positionner sur le clivage gauche-droite mais ont montré leur préférence pour des partis qui ne se revendiquent plus de ce clivage.

Christophe Boutin : Le sondage réalisé par l'Ifop pour Atlantico est intéressant en ce qu'il permet de suivre le positionnement des Français sur une échelle droite/gauche, et de le faire de manière affinée. Il propose en effet aux sondés de se placer sur une échelle graduée de 0 à 10, 0 étant la position la plus à gauche et 10 la plus à droite. Il ne s'agit bien, et c'est toute la difficulté d'en interpréter les résultats, que d'un auto-positionnement, et il n'est donc pas nécessairement corrélé aux votes – ou à la manière dont on peut interpréter les votes pour telle ou telle formation politique. C'est ainsi que les anciens électeurs de Nicolas Dupont-Aignan aux présidentielles de 2017 ont une moyenne (6,8) moins à droite que ceux de François Fillon (7,2) ; que ceux de Benoît Hamon se positionnent plus à gauche (3,7) que ceux de Jean-Luc Mélenchon (3,9) ; que les proches des Républicains sont plus nombreux que ceux du Rassemblement national à se voir de droite (82% contre 62%) ; ou que 3% des anciens électeurs de Marine Le Pen estiment être de gauche et 26% du centre. Mais si l'on compare le sondage aux principales formations présentes lors des européennes de 2019, on arrive cette fois à une relative cohérence.

Réalisé successivement en novembre 2017, février 2019 et maintenant en juin, ce sondage révèle ensuite, vous l'avez dit, une constante que l'on n'attendait pas nécessairement : la moyenne des Français reste positionnée sur un centre droit, à 5,8. Mais si l'on entre dans le détail, on se rend compte qu'une partie des équilibres ont changé.

Ainsi, la seule véritable stabilité est celle de la gauche. Le chiffre d'auto-positionnement globalement à gauche est passé de 15 % des Français (2017) à 16 % (2019), et au sein de la catégorie (quatre chiffres étant retenus, de 0 à 3) les équilibres n'ont pas changé : 4% pour l'extrême-gauche, 5% pour une gauche affirmée, 7% pour une gauche plus modérée, des éléments qui se retrouvent dans les équilibres de vote allant de LFI à EELV en passant par le PS.

Au centre, on pouvait penser que La République en Marche, placée au milieu de l'hémicycle, au point d'équilibre de la vie politique française, avec en sus une stabilité entre les législatives de 2017 et les dernières élections européennes, allait amener plus de Français à choisir de se positionner comme centristes – et l'on constate au contraire une baisse. Une baisse qui ne concerne pas le chiffre 4, c'est-à-dire celui du centre-gauche, qui reste stable à 6 %, mais beaucoup plus le chiffre 5, celui donc des Français qui s'estiment parfaitement centristes, et qui passe de 24 % à 20 % - restant cependant toujours, et de loin (8 points d'avance sur le chiffre 8), le choix préféré des Français. Quant au centre-droite (chiffre 6), il n'augmente que d'un point, passant de 8 à 9 %. Le positionnement au centre perd ainsi globalement 3 points entre 2017 et 2019.

Et le positionnement à droite ? Il baisse lui nettement dans les deux chiffres 7 et 8, ceux qui correspondent à un positionnement dans une droite modérée, passant pour le 7 de 13 à 11 %, et pour le 8 de 14 à 12 %. 4 % en moins de Français ont donc retenu ce positionnement – ce qui peut être corrélé à la plongée des résultats des Républicains lors des élections européennes. Par contre, la droite plus radicale progresse, le chiffre 9 de 4 à 5 %, le chiffre 10 de 5 à 6 %, 2% de Français de plus assumant donc de se positionner très à droite. Cela n'empêche pas la droite prise dans son ensemble de baisser de 2 points. On remarquera ici que la baisse du positionnement à droite avait été plus sensible entre novembre 2017 et février 2019 (4 points de perdus alors) et que c'est bien le renouveau du positionnement « à la droite de la droite » qui permet à l'ensemble de remonter par rapport à février.

Quant aux caractéristiques de ces Français, on notera que les femmes s'estiment plus centristes que les hommes, les retraités moins que le reste de la population ; que l'on se positionne plus volontiers à droite dans le Nord-Est, où le Rassemblement national fait traditionnellement de bons résultats, à gauche dans le Nord-Ouest, où ce même parti fait ses plus mauvais scores, et au centre dans le Sud-Ouest ; qu'on est aussi plus volontiers à gauche à Paris et à droite dans les villes de province, à gauche quand on est chômeur ou fonctionnaire – mais c'est aussi chez les fonctionnaires que le positionnement au centre fait ses meilleurs scores -, et plus à droite quand on dirige son entreprise ou qu'on travaille dans le privé. On retrouve ici sans grande surprise un certain nombre de liens connus.

[**A lire aussi sur Atlantico : Le sondage qui montre que les sympathisants de LREM se situent de plus en plus à droite**](#)

Il est au moins une chose qui a changé, c'est l'auto-positionnement des sympathisants La République En Marche, qui glissent à droite. Parti plus à gauche, le parti du Président a-t-il ainsi augmenté son emprise sur la politique française ?

Jérôme Fourquet : On a mesuré à trois dates le positionnement de cet électorat sur un axe droite-gauche. Novembre 2017, c'est quelques mois après la présidentielle, avec le début des premières réformes qui sont assez marquantes politiquement, comme la réforme du code du travail. Ensuite février 2019 : on a passé toutes ces réformes et on enclenche la réforme de la SNCF, qui est plutôt marquée à droite. Juin 2019, c'est aujourd'hui, après les élections européennes. Et entre ces trois mesures, on a un positionnement de plus en plus à droite des sympathisants En Marche. Ce qu'on voit avec ces trois mesures, c'est que le centre de gravité politique de l'électorat de la République en Marche se déplace vers la droite depuis 2017. C'est ce qu'on a aussi pu constater à l'occasion des élections européennes, c'est-à-dire le renouvellement partiel de l'électorat d'En Marche, d'une part amené par le passage d'une partie de l'électorat vers Europe Ecologie les Verts, et en même temps par un renfort de toute une partie de l'électorat qui avait voté François Fillon à la présidentielle. Ce chassé-croisé se traduit suivant notre enquête par un nouveau glissement vers la droite du centre de gravité idéologique de l'électorat En Marche. Cet électorat se positionne plus à droite que par le passé, mais il a choisi paradoxalement un parti qui a fait le choix de ne pas revendiquer explicitement son positionnement sur cet axe.

Cet électorat est parti du centre-gauche et a glissé vers la droite modérée. C'est la grande histoire du quinquennat, puisqu'Emmanuel Macron a commencé avec la moitié de son électorat venant de la gauche et a progressivement séduit l'électorat de droite qui n'avait pas voté pour lui à la présidentielle. Ce recrutement de l'électorat de droite s'est faite à la suite de la présidentielle, avec la nomination d'Edouard Philippe, et un certain nombre de mesures, durant ces deux années, qui étaient censées recruter un électorat de droite.

On a sans doute senti la nécessité, pendant le discours de politique générale d'Edouard Philippe, de recommencer à faire du en même

temps et de rééquilibrer le positionnement du gouvernement. Ce ne sera plus sans doute et la gauche et la droite, mais plutôt et l'écologie et la droite. Une des hypothèses des stratèges de la République en Marche, c'était que l'électorat de gauche qui s'était porté sur lui pendant la présidentielle ne repartirait pas parce que le PS ne serait pas capable de revenir de son échec de l'élection présidentielle. Une partie de cette hypothèse s'est révélée exacte. Le PS est ainsi dans une très fâcheuse position. Mais ce que n'avait pas anticipé LREM, c'est que dans cet espace politique de la social-écologie, à l'occasion des Européennes - toute la question c'est de savoir si cela sera durable – l'offre politique verte a pris de la consistance et a capté toute une partie d'un électorat de centre-gauche, pro-européen et sensible à la posture écologique. Pour se prémunir contre cela, la République en Marche fait appel à Yannick Jadot, ancien élu vert et dirigeant du WWF, et à Pascal Durand, ancien patron d'Europe Ecologie les Verts. Cette stratégie a marché en partie, mais maintenant que l'élection est passée, il est question pour le gouvernement et le président de rééquilibrer son discours. C'est ce qu'on a pu constater pendant le discours de politique générale. Comme tout est en perpétuel mouvement, comme on est dans une société qui s'est archipelisée, il ne s'agit pas forcément de parler à la gauche sociale-démocrate, mais à ceux qui sont sensibles aux questions écologiques.

Christophe Boutin : Effectivement, l'une des autres leçons de ce sondage c'est l'évolution de l'auto-positionnement des électeurs de La République En Marche par rapport à celui de l'ensemble des Français. En effet, quand celui de l'ensemble des Français a peu évolué entre novembre 2007 et juin 2019, puisque l'on est resté, on l'a dit, à 5,8, celui des sympathisants de LaREM est passé durant la même période de 5,6 à 6,2 en juin 2019. Ainsi, leur moyenne ne se trouve maintenant plus au cœur du centre (5), mais bien à sa marge, et c'est d'un centre-droit clairement affirmé qu'il s'agit. Cela traduit sans doute l'arrivée, entre novembre 2017 et juin 2019, d'électeurs qui votent maintenant pour LaREM, mais se positionnent toujours à droite de l'échiquier politique. Deux éléments ont justifié cet apport : la politique économique menée par un Emmanuel Macron dont Emmanuelle Mignon nous disait il y a quelques jours qu'il était le meilleur président de droite que l'on avait connu depuis longtemps, et, bien évidemment, le fait que le gouvernement ait rétabli l'ordre face à aux mouvements de rue des « Gilets jaunes » et aux débordements de l'extrême gauche qui ont accompagné quelques manifestations.

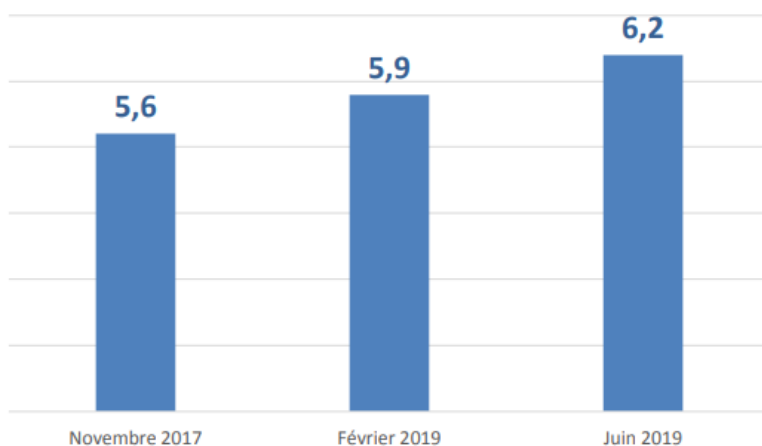
Cette évolution est doublement intéressante. D'abord, parce que le ralliement politique n'implique donc pas ici un changement de positionnement politique : les électeurs de droite qui suivaient Alain Juppé, par exemple, peuvent à bon droit dire se retrouver pleinement dans les choix d'Emmanuel Macron, et le soutenir sans avoir en quoi que ce soit l'impression de s'être reniés. Ils continuent donc de s'auto-positionner à droite, ce qui cause ce glissement.

Mais cette évolution est intéressante ensuite car elle est grosse de divisions au sein de LaREM, qui s'est essentiellement créée sur les débris de la gauche – du PS – avec comme seul appui initial celui du MoDEM de François Bayrou. Or on sait, déjà, que les anciens élus du Parti socialiste ralliés à Macron trouvaient que le Premier ministre arraché à la droite, Édouard Philippe, faisait par trop la part belle aux transfuges des Républicains qui ont accompagné sa démarche et en avaient été récompensés par un maroquin. Mais avec cette arrivée d'électeurs de droite qui se portent sur LaREM Édouard Philippe est clairement en position de force face à ces élus venus de la gauche, qui doivent bien constater qu'une part au moins des électeurs qui les avaient accompagnés dans ce choix de LaREM en 2017 sont repartis en 2019, grossissant notamment le vote écologiste. Et il faudra sans doute tout l'art du stratège jupitérien pour « en même temps » satisfaire les deux camps, sinon même pour éviter de voir la droite que l'on peut maintenant qualifier de Philipparde (à défaut d'être Louis-Philliparde, mais c'est bien la même droite orléaniste) phagocyter LaREM. Qu'elle réussisse en effet son OPA sur les élus locaux de droite lors des municipales de 2020, tandis que la gauche se raidirait dans une opposition à un macronisme trop à droite, et cette droite macronocompatible, que l'on jugeait comme un épiphénomène, réduite à quelques trahisons intéressées, mais alors devenue incontournable, pourrait bien peser de tout son poids sur les investitures aux législatives de 2022...

Evolution de la note moyenne d'auto-positionnement

Question : On classe habituellement les Français sur une échelle qui va de la gauche à la droite, où 0 est la position la plus à gauche et 10 la position la plus à droite. Vous personnellement, où diriez-vous que vous vous situez sur cette échelle ?

- Sympathisants LREM -



Il reste qu'un certain nombre de sondés a choisi... de ne pas choisir de se positionner sur l'axe politique droite/gauche. Que traduit selon vous cette volonté ?

Jérôme Fourquet : Ce chiffre est assez stable sur la longue durée. Il y a toujours des gens qui ne se positionnent pas sur cet axe. Après, justement le fait que le clivage gauche-droit ait été dépassé ne peut s'expliquer que parce qu'un certain nombre de Français n'arrivent plus à se positionner sur cet axe. Il y a donc une partie de la population qui ne se retrouve plus dans ce clivage et qui n'a plus confiance dans l'offre politique existante. Il y a aussi une autre partie de la population qui est à distance du jeu politique et pour qui tout cela paraît très éloigné. C'est un peu ce qui se passe chez les abstentionnistes : on a des gens qui sont des objecteurs de conscience, et d'autres qui sont très éloignés de la vie politique et qui regardent cela avec circonspection.

Christophe Boutin : C'est sans doute la dernière leçon de ce sondage. Car si l'auto-positionnement de gauche progresse peu, 1 % au total, si celui de droite perd, lui, au total 2 %, et celui du centre 3 %, que sont devenus les 4% qui avaient fait un choix en de 2017 ? La réponse est bien sûr dans l'évolution du chiffre des Français qui ne se prononcent pas, 11 % en novembre 2017 mais 15 % en juin 2019. Qui sont-ils ? Des femmes plutôt que des hommes ; des jeunes plutôt que des personnes âgées (28% chez les 18-24, 8% seulement chez les plus de 65 ans) ; des professions intermédiaires plutôt que des Csp+ ; des chômeurs et des salariés du privé plutôt que des fonctionnaires ; et habitant plus volontiers dans l'agglomération parisienne.

Quant aux motivations de ce de ce non-choix, on en est réduit aux hypothèses. On peut penser, d'abord, qu'il ne s'agit que de cacher ses choix politiques, de ne pas vouloir se déclarer « de gauche » ou « de droite » ni même « du centre. Pourtant, si l'on en croit le sondage, c'est parmi les proches de La France insoumise et du Rassemblement national, comme parmi les électeurs de ces deux partis aux élections européennes de 2019, et parmi ceux de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen lors des présidentielles de 2017, que l'on trouve le plus de sondés qui ne se prononcent pas. Ce n'est donc pas ici pour cacher leur appartenance, puisqu'ils assument leur proximité politique ou les choix qu'ils ont pu faire lors des précédentes élections, et l'on peut écarter cette hypothèse.

Deuxième hypothèse, ces sondés ne veulent pas se prononcer parce qu'ils ne savent en fait plus très bien où ils en sont, notamment parce qu'ils ont récemment évolué, passant par exemple de la droite au centre. Mais l'évolution des positionnements des soutiens de LaREM montre bien qu'au centre, au contraire, on continue de choisir de s'auto-positionner, et c'est parmi les centristes que l'on trouve le moins d'indécis – ce qui peut surprendre car c'est peut-être chez eux que l'on aurait attendu le plus fort rejet de la distinction gauche/droite. Et l'on constate ici qu'en fait le « et en même temps » d'Emmanuel Macron, permettant de ménager la carpe et le lapin, ne conduit pas à un vrai dépassement du clivage droite gauche, en tout cas pas à son rejet.

Reste la troisième hypothèse : un rejet du clivage droite/gauche qui traduit en fait un rejet bien plus général. On ne veut pas répondre alors parce que l'on met gauche et droite dans le même panier et qu'il n'est plus question de se positionner entre « bonnets blancs et blancs bonnets » comme le disait Jacques Duclos. En fait, le refus de l'auto-positionnement irait de pair avec un nouveau clivage, entre des progressistes et des populistes ou, pour reprendre la distinction de Jérôme Sainte-Marie, entre un « bloc élitaire » et un « bloc populaire ». Les premiers utilisent l'ancien cadre politique, quand bien même prétendent-ils l'avoir dépassé, et sont de droite « et en même temps » de gauche, quand les seconds le considèrent eux comme totalement inopérant, et ne se sentent plus ni de droite ni de gauche.